

PARTIE REDACTIONNELLE – PISTES DE CORRECTION

Introduction

Accroche la plus évidente (d'autres sont possible)

Contexte de crise des subprimes

Impact de la crise des subprimes sur les banques (pertes importantes) et sur les marchés de capitaux (baisse du volume des transactions)

Constat actuel : les banques sont plus restrictives sur leurs conditions d'octroi de prêt aussi bien vis-à-vis des ménages que des entreprises

Les investisseurs se réfugient sur des valeurs sûres.

D'où des difficultés de financement pour les ménages et les entreprises qui ont des conséquences désastreuses au niveau économique.

Définition des termes du sujet

Le terme difficultés de financement peut être défini...

Ou intervention de l'Etat

Ou Etat (généralement les barèmes acceptent tout)

ON peut également distinguer, cela me paraît le plus pertinent, le financement direct et le financement indirect

Problématique (facultative)

L'Etat peut-il mener des actions pour faciliter le financement des agents économiques ?

Pour répondre à la problématique... Annonce du plan

Développement

I. MOYENS D'ACTION INDIRECTS DE L'ETAT SUR LES CANAUX TRADITIONNELS DE FINANCEMENT

Moyens d'Actions de l'ETAT sur le Financement direct (financement par les marchés)

L'Etat dispose-t-il de moyens pour agir et faciliter le financement des entreprises sur les marchés ?

Actions de régulation pour éviter la spéculation (on peut parler de taxe Tobin mais ce n'est pas vu en terminale)

L'Etat doit mettre en œuvre des moyens pour restaurer la confiance sur les marchés.

Moyens d'Actions de l'ETAT sur le Financement indirect (financement intermédié)

Reprendre le mécanisme d'accord de crédits et le rôle des taux d'intérêts directeurs

Un taux très élevé freine l'accord de crédit.

Impossibilité d'agir seul au niveau de la politique monétaire (BCE)

Nécessité d'être en accord avec l'ensemble des pays européens pour une relance commune.

Les taux sont actuellement faibles mais les banques tardent à répercuter la baisse sur leurs taux débiteurs.

L'Etat a accordé une enveloppe de financement aux banques les plus fragiles afin qu'elles débloquent des prêts aux ménages/entreprises. (les banques ne voulant plus se prêter d'argent entre elles pour se refinancer).

L'Etat peut se porter garant pour le remboursement de certains prêts.

L'importance de la crise actuelle peut toutefois justifier une intervention accrue de l'Etat et l'accord d'aides plus importantes ou de mesures coup de pouce pour faciliter directement le financement des agents et favoriser la demande.

II. MOYENS D'ACTION DIRECTS DE L'ETAT AUPRES DES MENAGES ET ENTREPRISES

Aides aux entreprises

Subventions accordées sur des projets

Aides de l'Etat à la création d'entreprise

Aides aux ménages

L'Etat peut développer des mesures de type : prêt à taux zéro

Risque de creuser le déficit budgétaire.

Mesures coup de pouce : prime à la casse (derrière l'objectif de développement durable, cette mesure vise également à diminuer le montant du financement nécessaire pour acheter une nouvelle voiture)

Baisse des impôts pour développer la capacité de financement des ménages.

Economies d'impôts accordées pour les travaux de rénovation/développement durable.

Conclusion

Action de l'Etat limitée par le Pacte de stabilité et de croissance. (le déficit budgétaire se creuse avec la crise).
La solution semble donc passer davantage par un encadrement du marché qui doit de nouveau jouer son rôle.
Illustration avec EDF qui choisi de se financer seul par émission d'un emprunt obligataire ouvert aux particuliers.

HTTP://CORINNE.ZAMBOTTO.FREE.FR (c)
NE PAS REPRODUIRE SANS AUTORISATION